

Regard sur l'**Economie** et les **Entreprises Lyonnaises**

Août 2020

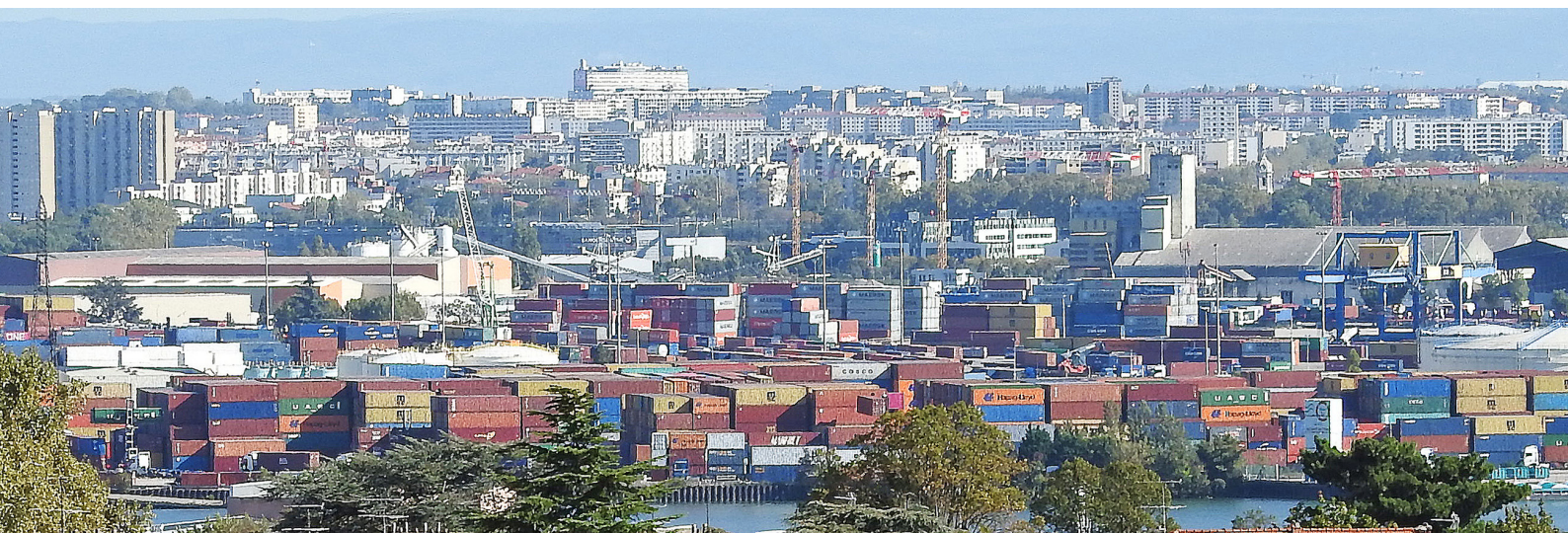
SYNTHÈSE

L'activité économique lyonnaise enregistre un vif rebond à partir du mois de juin, après le choc lié aux mesures de confinement.

Tous les secteurs d'activité sont concernés par cette reprise (industrie, construction, services marchands, intérim...), à des degrés divers cependant. En particulier, les activités touristiques, événementielles et culturelles sont encore très en retrait.

Les impacts économiques du confinement et de la crise sanitaire mondiale sont déjà importants et leurs évolutions futures encore incertaines. L'impact sur l'emploi est déjà très visible, avec une perte de 18 000 emplois au premier trimestre dans la circonscription départementale du Rhône, malgré les mesures de soutien et d'activité partielle, qui n'ont pas bénéficié aux personnes en intérim ou en contrat court. Entre février et juin, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé (catégorie A) a crû de près de 9 % dans la métropole de Lyon, soit 16 800 personnes supplémentaires. L'impact de la crise sur la mortalité des entreprises est encore limité (le nombre de défaillances reste à un niveau très faible) mais avec une forte inquiétude pour l'automne et des conséquences à prévoir sur le marché de l'immobilier d'entreprise. En revanche, les créations d'entreprise ont fortement rebondi après le déconfinement.

Cadrage national et régional	2
L'emploi salarié total	4
L'emploi salarié du secteur privé	5
Les demandeurs d'emploi	6
Les intentions d'embauche	7
Les bénéficiaires du RSA	8
Les créations d'entreprise	9
Les défaillances d'entreprises	9
Zooms sectoriels	10
L'immobilier d'entreprise	15



L'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique : Eléments de cadrage

Avertissement

Dans l'ensemble de la publication, les données concernant le Rhône concernent la circonscription départementale (métropole et nouveau département), la distinction entre les deux collectivités étant rarement faite dans les données publiées.

L'activité économique redémarre...

Après le temps du confinement, qui a généré une contraction historique de l'économie, est venu le temps de la reprise. Toutes les enquêtes menées auprès des entreprises par l'Insee, la Banque de France, les chambres consulaires, indiquent un fort rebond en mai, suivi d'une nouvelle progression en juin. Ce rebond est en grande partie mécanique : après une telle chute, la production redémarre, dans tous les secteurs d'activité. Le rythme de ce redémarrage, entouré de fortes incertitudes, s'avère plus robuste qu'attendu. Selon la Banque de France, la reprise constatée par les chefs d'entreprise au mois de juin est plus forte qu'ils ne le prévoyaient un mois auparavant, dans l'industrie comme dans les services et le bâtiment. Dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production, qui indique le degré de sollicitation de l'appareil de production dans les usines, progresse de dix points en juin en Auvergne-Rhône-Alpes, pour atteindre 69 %.

... mais reste inférieure à la situation d'avant la crise

Malgré ce vif rebond, l'activité reste à un niveau encore inférieur à celui enregistré avant la crise. Dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production reste ainsi sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (79 %) et les carnets de commande, malgré le retour de la demande, restent en-dessous de leurs niveaux habituels. Globalement, les dirigeants de l'industrie estiment n'avoir retrouvé que 82 % de leur niveau d'activité « normal » en juin, avec des disparités selon les secteurs (cf. graphique). La fabrication de matériels de transport, secteur particulièrement touché par la crise (automobile, aéronautique), enregistre une évolution plus favorable dans la région qu'au niveau national. Les « autres

produits industriels », dans lesquels on retrouve un certain nombre de secteurs phares de notre région (textile, chimie, pharmacie, métallurgie...) font l'objet d'un jugement moins favorable, avec un niveau d'activité à 78 % du niveau « normal ».

Dans les services, les chefs d'entreprise de la région estiment avoir retrouvé 85 % de leur niveau d'activité « normal » en juin, une estimation plus favorable que celle enregistrée au niveau national (79 %). C'est dans l'hébergement et la restauration que l'activité est la plus faible : elle atteint 47 % du niveau habituel.

Des perspectives plutôt favorables mais très prudentes

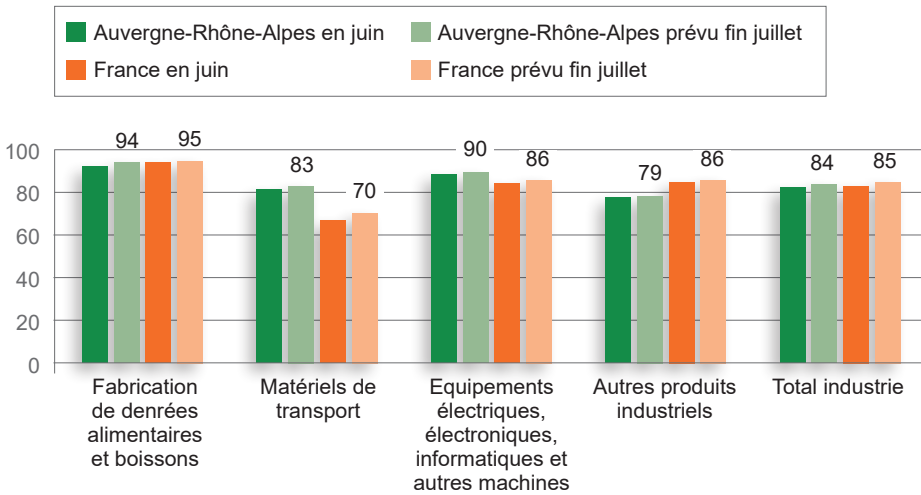
Interrogées sur les perspectives d'évolution de leur activité, les entreprises se montrent optimistes et espèrent une nouvelle progression. Un fort rebond est notamment attendu dans l'hébergement et la restauration, avec le début de la saison estivale. Cependant, de nombreuses incertitudes planent. Sur le plan sanitaire, une « deuxième vague » et des reconfinements localisés sont possibles. A l'échelle internationale, le fort recul de la demande et du commerce mondial touche de plein fouet les entreprises exportatrices, notamment industrielles, ainsi que le secteur du tourisme. A l'échelle nationale, la consommation des ménages reste incertaine malgré des revenus jusqu'ici relativement préservés, avec des inquiétudes dans le commerce de détail.

La région Auvergne-Rhône-Alpes, et la région lyonnaise avec elle, abrite un tissu économique diversifié. C'est un vrai atout pour absorber le choc économique actuel. Si certains secteurs sont particulièrement fragilisés (aéronautique, automobile, tourisme et culture...), d'autres ont mieux résisté ou rebondissent plus rapidement (cf. zooms sectoriels page 10).

Sources

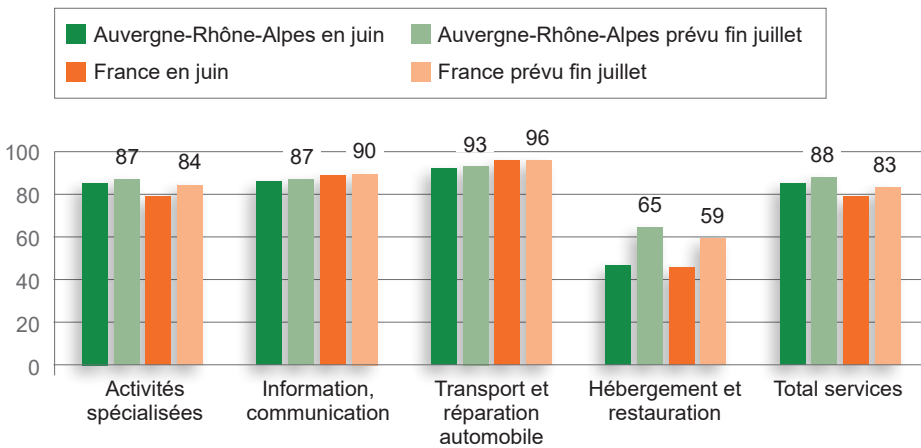
- Insee - Point de conjoncture. 8 juillet 2020
- Insee - Commentaire des enquêtes de conjoncture de juillet 2020. 23 juillet 2020
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes. Conjoncture : l'économie régionale encore sous le choc. 8 juillet 2020
- Banque de France - Point sur la conjoncture française à fin juin 2020. 7 juillet 2020
- FMI - Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale. Juin 2020
- CCIR Auvergne-Rhône-Alpes. Observatoire économique Crise covid-19 : situation début juillet 2020

Industrie : jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leurs entreprises
en pourcentage du niveau jugé « normal »



Source : Banque de France, Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, juin 2020

Services : jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leurs entreprises
en pourcentage du niveau jugé « normal »



Source : Banque de France, Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, juin 2020

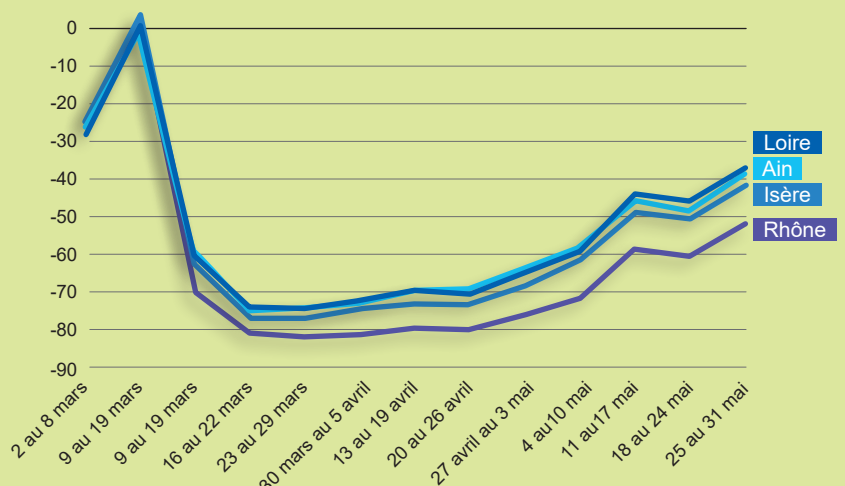
Des déplacements matinaux encore limités

A partir des données collectées par les téléphones mobiles, l'Insee propose une analyse des déplacements matinaux entre deux intercommunalités, pouvant s'apparenter à des trajets du domicile vers le lieu de travail.

Par rapport à la semaine du 3 au 7 février, la première semaine de confinement a vu le nombre d'arrivées chuter de plus de 80 % dans le Rhône, de façon plus marquée que dans les autres départements limitrophes.

Lors de la dernière semaine de mai, le trafic routier était encore inférieur de moitié à la semaine de référence, témoignant d'une situation encore loin du retour à la normale, avec la poursuite du télétravail dans de nombreuses entreprises, des déplacements professionnels limités, ainsi que des salariés restant chez eux en garde d'enfant ou en activité partielle.

Evolution des déplacements matinaux selon le lieu d'arrivée



Source : Orange, calculs Insee

L'emploi salarié total

Définitions

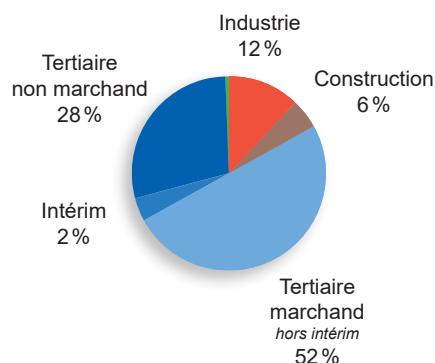
Champ : emploi salarié total, y compris les salariés de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le dernier trimestre

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Tous les départements sont frappés par la crise et enregistrent un recul de l'emploi salarié au premier trimestre. Le plus touché est l'Ain (-2,7 %, soit 5 370 emplois perdus), suivi par la Loire (-2,5 %, soit 6 320 emplois perdus). Le recul en Isère est identique à celui du Rhône : -2,0 % (soit 9 560 emplois perdus en Isère).

Répartition des emplois salariés au 1^{er} trimestre dans le Rhône



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

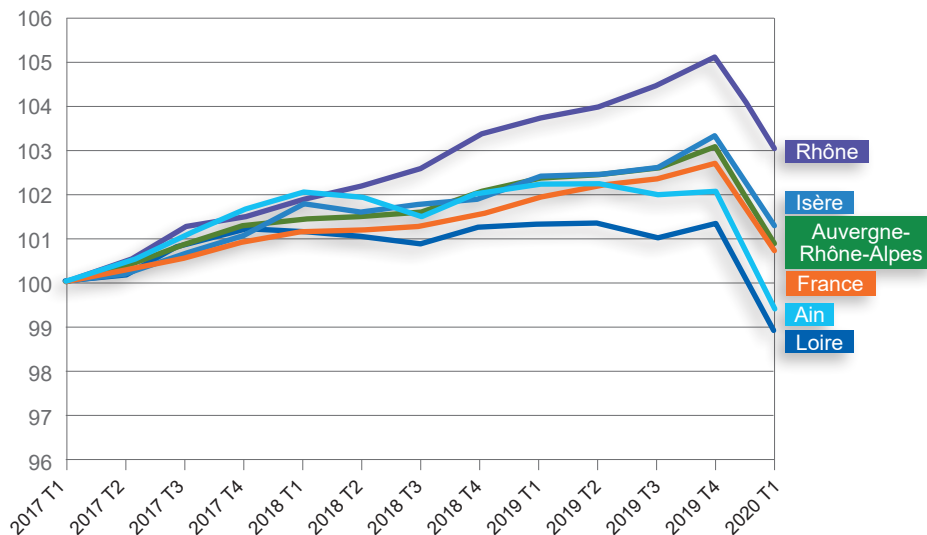
Plus de 18 000 emplois perdus dans le Rhône en un trimestre

La crise sanitaire a mis fin à trois années de hausse continue de l'emploi. A la fin du premier trimestre 2020, la circonscription départementale du Rhône compte 897 390 emplois salariés, soit 2,0 % de moins qu'au trimestre précédent : une baisse légèrement inférieure à celle enregistrée en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,2 %) et identique à celle enregistrée au niveau national. En un trimestre, c'est une destruction nette de 18 120 emplois qui est constatée dans le Rhône.

L'intérim plonge, les autres secteurs plutôt stables

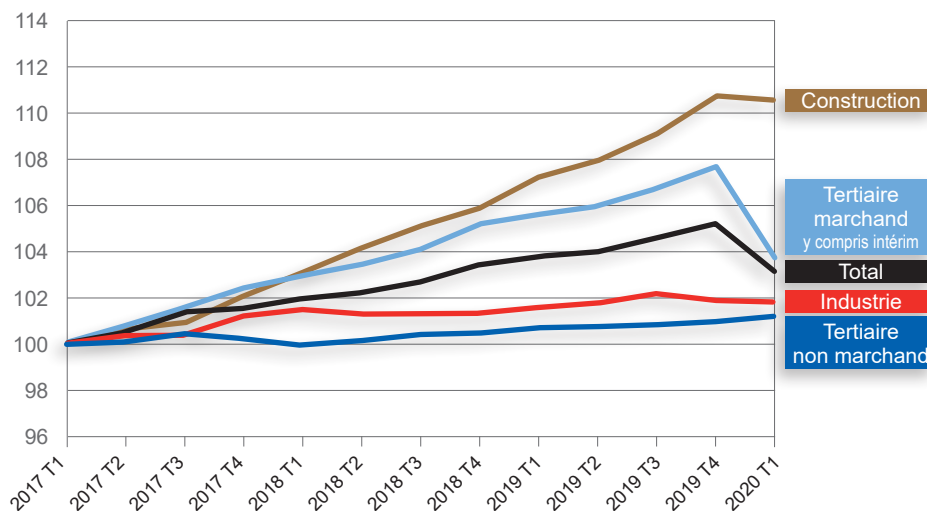
La forte baisse du nombre d'emplois salariés est essentiellement liée à l'intérim, qui s'effondre de 40,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019 dans le Rhône, soit 14 620 emplois supprimés. Les autres secteurs sont plutôt dans une situation de stabilité ou de légère baisse : +0,2 % dans le tertiaire non marchand, -0,1 % dans l'industrie et la construction, -0,8 % dans le tertiaire marchand (hors intérim). Ces secteurs ont pu recourir au dispositif d'activité partielle, qui permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation égale à 70 % du salaire brut.

Evolution de l'emploi salarié total depuis trois ans (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2017)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Evolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis trois ans (en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2017)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

L'emploi salarié du secteur privé

Un retour au niveau d'emploi de l'an passé

Les établissements privés de la métropole de Lyon emploient près de 596 000 salariés au premier trimestre 2020. Ce chiffre est quasiment stable par rapport au premier trimestre 2019 (+0,1 %), malgré l'impact du confinement fin mars. Sur un an, seul le secteur des services aux entreprises, qui est aussi le plus pourvoyeur d'emplois, enregistre une baisse : -0,9 %. Celle-ci s'explique par la forte chute de l'intérim, mais aussi par le début des effets de la crise sanitaire sur l'hébergement et la restauration.

Le secteur de la construction est le plus dynamique sur un an, avec une progression de 3,0 % des emplois salariés dans la métropole de Lyon.

Un impact de la crise encore masqué au premier trimestre

Les effets de la crise sur l'emploi ne sont pas encore totalement visibles sur un an. C'est particulièrement vrai lorsque l'on regarde les territoires de la métropole de Lyon, qui bénéficient de la forte dynamique de création d'emplois à l'œuvre avant le confinement. Le nombre d'emplois salariés dans le secteur privé est ainsi encore en hausse importante sur un an pour Rhône Amont (+1,9 %), Ouest Nord (+1,3 %) et Plateau Nord (+1,2 %). En revanche le retournement est déjà sensible dans le Centre (-0,5 %), où sont localisés de nombreux emplois intérimaires, ainsi que dans le Val de Saône (-0,9 %).

Note méthodologique

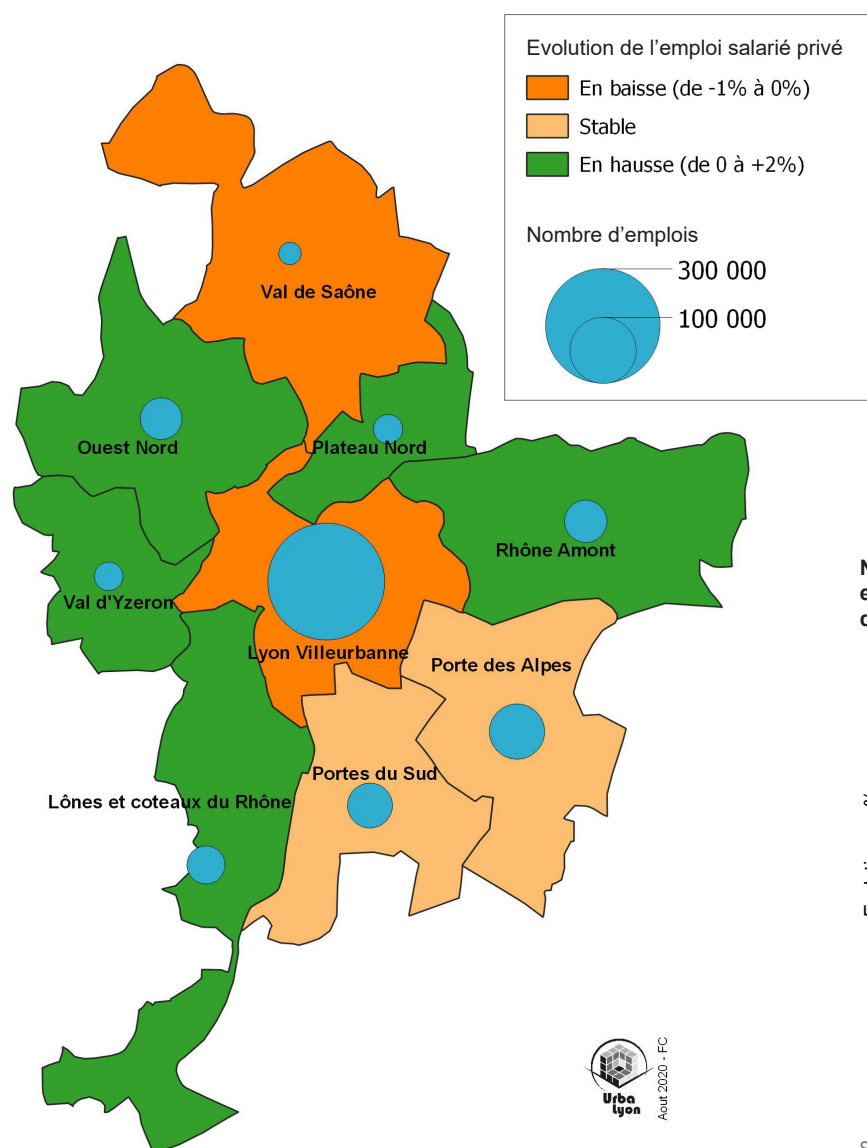
Avertissement

Les données à l'échelle de la métropole de Lyon sont fournies par l'Urssaf Rhône-Alpes. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel mais exclut les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. **Le champ de l'Urssaf diffère donc de celui de l'Insee (emploi public, emploi à domicile...) : les données ne doivent pas être comparées.**

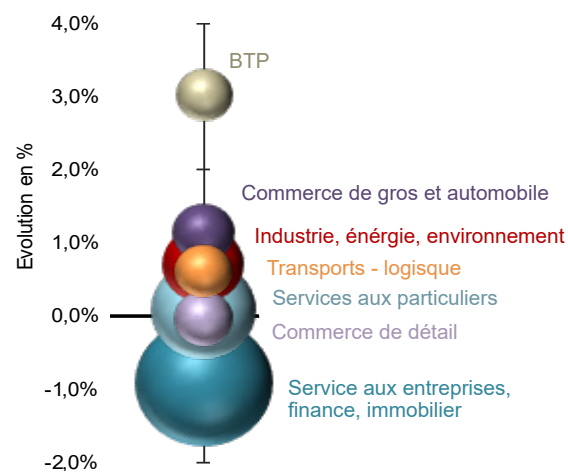
Données brutes : évolutions annuelles

Périmètre : Métropole de Lyon

Les effectifs salariés dans la métropole de Lyon au 1^{er} trimestre 2020 et évolution annuelle



Nombre d'emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2020 et évolution annuelle par secteurs d'activité dans la métropole de Lyon



Les demandeurs d'emploi

Définitions

- Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
- Les catégories A sont sans emploi.
- Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).
- Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)
- Le taux de chômage est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et la population active (personnes occupant un emploi et chômeurs) estimée au lieu de résidence. Il est calculé trimestriellement par l'Insee.

Périmètre : Métropole de Lyon

Source : Pôle Emploi

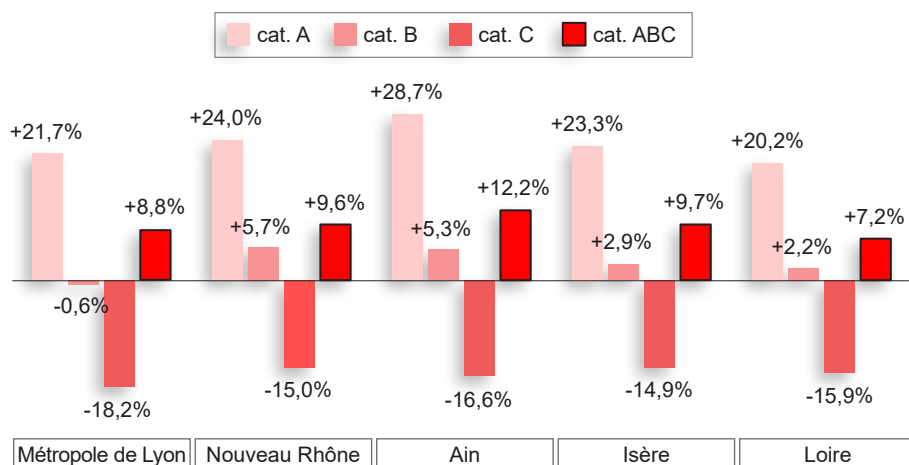
16 800 demandeurs d'emploi supplémentaires sans activité entre fin février et fin juin

Fin juin 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a crû fortement dans la métropole de Lyon par rapport à fin février : + 21,7 %, soit 16 800 personnes supplémentaires en quatre mois alors que les catégories B (-0,6 %) sont au même niveau et que les catégories C sont en fort recul (-18,2 %). Sur la période, c'est le mois d'avril qui enregistre la plus forte hausse des catégories A (+23 %). A partir du mois de mai, leur effectif décroît tandis que ceux des

catégories B et surtout des catégories C s'accroissent. La fin du confinement décrété le 11 mai a en effet permis à un certain nombre de personnes privées d'emploi en mars et avril de retrouver un emploi à temps partiel et de passer de la catégorie A à la catégorie B ou C.

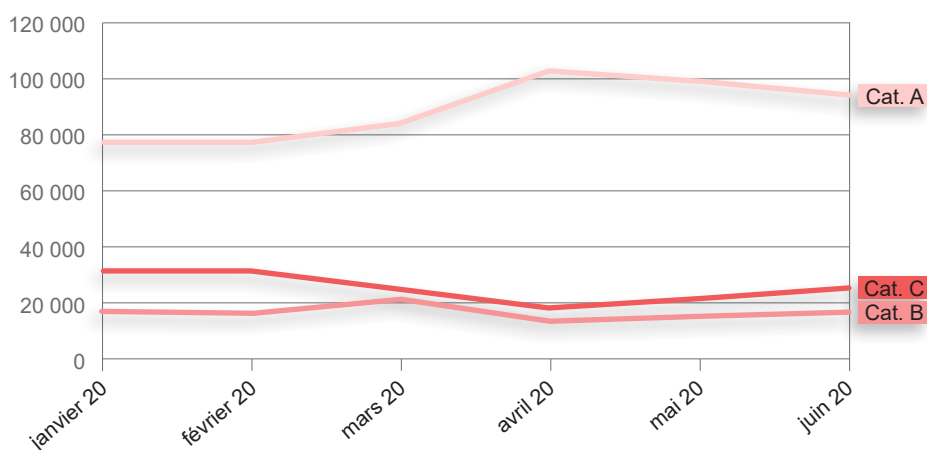
Ces tendances très contrastées entre les différentes catégories de demandeurs d'emploi sont les mêmes pour les départements voisins du Rhône, avec cependant un mouvement de hausse plus accentuée dans l'Ain (+28,7 % de demandeurs d'emploi de catégorie A entre février et juin) et plus atténué dans la Loire (+20,2 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre février et juin 2020



Source : Pôle Emploi, données cvs

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre janvier et juin 2020



Source : Pôle Emploi, données cvs

Les sorties de Pôle emploi sont en forte baisse

Pôle emploi enregistre -32 % de sorties cumulées au cours du 2^e trimestre 2020 par rapport au 2^e trimestre 2019, du fait du recul des perspectives d'emploi, notamment pendant le confinement.

Du côté des inscriptions à Pôle Emploi, les entrées pour motif de fin de CDD sont en nette augmentation (+ 10 %) de même que celles pour motif de licenciements économique (+ 13 %) même s'ils ne représentent que 2 % des entrées cumulées sur le 2^e trimestre 2020.

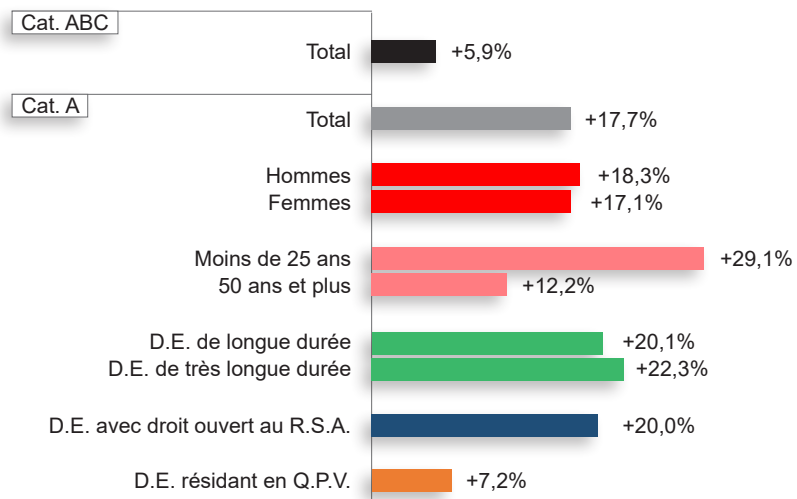
Les jeunes de moins de 25 ans et les demandeurs d'emploi de longue durée, premières victimes de la crise économique

Fin juin 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C atteint 132 840. Parmi eux, 90 620 n'ont eu aucune activité (catégorie A). La métropole de Lyon compte 29 % de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A supplémentaires par rapport en un an (+2 720).

Le recul brutal de l'intérim a conduit nombre d'entre eux à s'inscrire comme demandeurs d'emploi ou à rester inscrits faute de perspectives d'embauche. Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant un droit ouvert au RSA sont également en plus forte augmentation pour les mêmes raisons ; leur éloignement durable du marché du travail peut constituer un frein important dans la recherche d'emploi.

Si les offres d'emploi sont bien réparties dans un certain nombre de secteurs comme le commerce, le BTP ou la santé, les inquiétudes sont fortes pour la rentrée de septembre pour laquelle Pôle emploi anticipe déjà un afflux important de jeunes diplômés et des conséquences possibles d'éventuels plans sociaux.

Evolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil



QPV : Quartier Politique de la ville Source : Pôle Emploi – STMT – Données brutes

Les intentions d'embauche

Un recul de moitié des intentions d'embauche pendant le confinement

Entre mars et mai 2020, 127 300 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été enregistrées dans le Rhône. C'est 51 % de moins que sur la même période en 2019. Le recul concerne tous les types de contrats : CDI (-44 %), CDD longs de plus d'un mois (-44 %) mais surtout CDD courts de moins d'un mois (-54 %).

La part des CDI dans les déclarations d'embauche progresse et représente une embauche sur cinq.

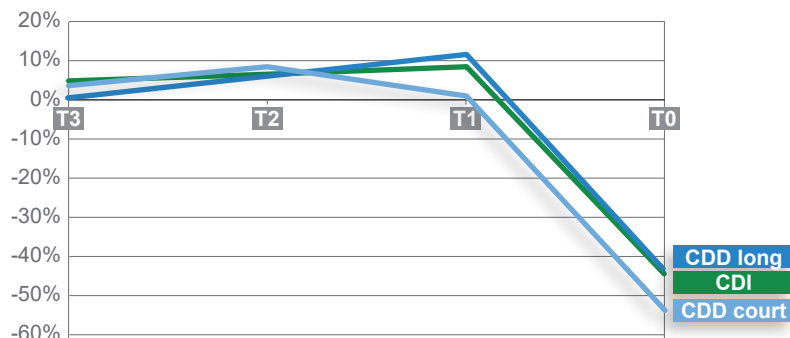
Au niveau national, les déclarations d'embauche enregistrent un fort rebond en juin.

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole de Lyon et Rhône)

Evolution annuelle des déclarations d'embauche



Evolution sur trois mois glissants par rapport à la même période l'année précédente : T0 correspond à l'évolution entre mars 2020 à fin mai 2020 et mars 2019 à fin mai 2019, T-1 à celle entre décembre 2019 à fin février 2020 et décembre 2018 à fin février 2019...
Source : Acooss-Urssaf - Baromètre 69

Définitions

Le **revenu de solidarité active (RSA)** est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La **prime d'activité (PPA)** est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives (en remplacement des données lodas non consolidées utilisées pour le précédent Flash conjoncture n°1)

Périmètre : Métropole de Lyon

2 950 foyers supplémentaires bénéficiaires du RSA entre mai 2019 et mai 2020

Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 42 690 fin mai 2020, ce qui représente une hausse de 7,4 % et 2 950 foyers supplémentaires en un an. Dans le même temps, le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité (PPA) augmente de 6,6 % pour atteindre 104 400 fin mai 2020 (+6 500 foyers).

Le taux de croissance le plus élevé s'observe pour les foyers conjuguant RSA et prime d'activité avec +14,7 % correspondant à 1 240 personnes de plus en un an. Cette dernière tendance illustre la multiplication des situations d'alternance de chômage et d'emploi, parfois fractionné entre plusieurs employeurs et bien souvent également à temps partiel subi. Ce travail précaire concerne de plus en plus de gens qui sollicitent la prime d'activité pour compléter leurs ressources.

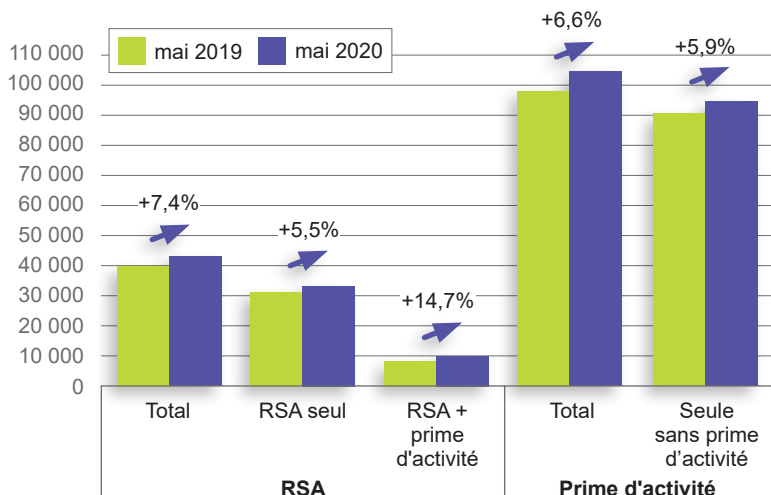
On note depuis le début du confinement un maintien du nombre d'entrées au RSA chaque mois, alors que le nombre de sorties recule sensiblement depuis le mois de mars. Ces évolutions expliquent la hausse observée du nombre de bénéficiaires du RSA. S'ajoute à cela la réforme de l'assurance chômage de novembre 2019 qui, par l'allongement à six mois de la condition d'activité pour bénéficier d'une indemnisation chômage, a pu anticiper l'arrivée dans le RSA dès la fin de l'année 2019, de personnes qui auparavant auraient été d'abord indemnisées par Pôle Emploi.

Des hausses deux à trois fois plus fortes pour certains profils de bénéficiaires du RSA

Entre mars 2019 et mars 2020, le nombre des femmes seules sans enfant bénéficiaires du RSA a augmenté de 9,4 % (contre +4,1 % en moyenne). Le nombre d'hommes seuls sans enfant augmente également plus fortement qu'en moyenne (+6,6 %).

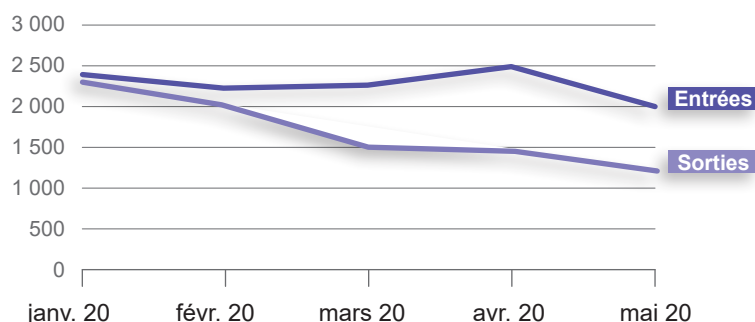
Les bénéficiaires depuis plus de deux ans ont crû de 8,9 % en un an, ce qui représente 2 130 foyers supplémentaires. Enfin, ce sont les seniors de 60 ans et plus qui enregistrent la plus forte hausse (+11,5 %) même s'ils ne représentent que 7 % des bénéficiaires. Les 30-39 ans subissent une hausse de 5,7 % soit 710 foyers supplémentaires en un an.

Evolution du nombre de foyers bénéficiaires entre mai 2019 et mai 2020



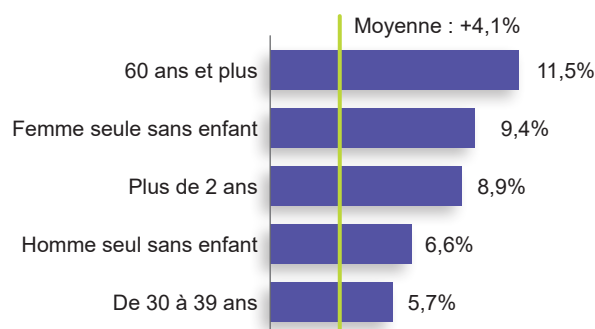
Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Les entrées et sorties mensuelles du RSA



Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Profils des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes hausses entre mars 2019 et mars 2020



Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Les créations d'entreprise

Les créations repartent à la hausse en juin

Le nombre de créations a connu une forte hausse au mois de juin et a même dépassé le niveau de l'année dernière. Dans le département du Rhône, ce sont 3 094 entreprises qui ont été créées, soit une progression de 13% par rapport à juin 2019. L'augmentation est plus forte dans la région et en France : +21%.

La progression est particulièrement forte pour les micro-entrepreneurs : +27% en un an. Ils représentent 57% du nombre total de créations du département.

Au niveau national, le nombre de créations augmente dans l'ensemble des secteurs d'activité et particulièrement dans l'hébergement-restauration (restauration rapide surtout) et le transport-entreposage (livraison à domicile principalement).

Définition

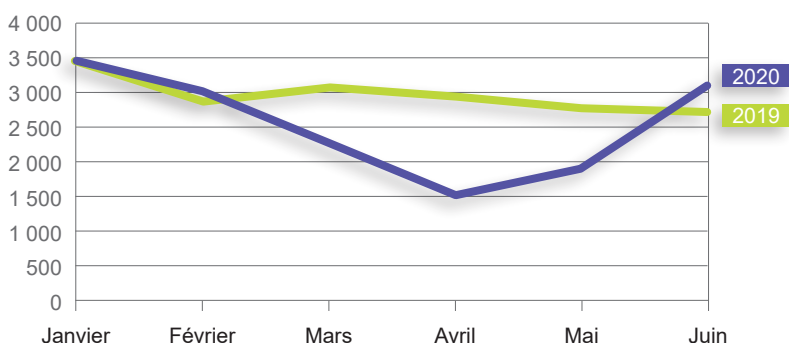
La série des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire des entreprises et des établissements (REE), issu de Sirene.

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de création sous le régime de micro-entrepreneur.

Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

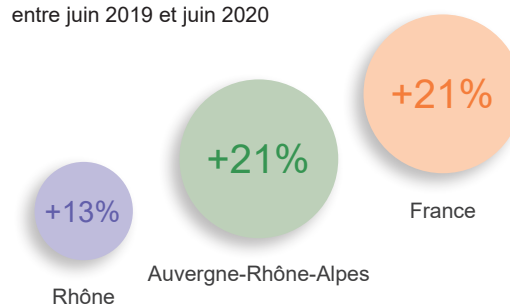
Source : Insee (données brutes)

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Source : Insee (données brutes)

Evolution du nombre de créations d'entreprise entre juin 2019 et juin 2020



Les défaillances d'entreprises

Un fort recul en trompe-l'œil

Le nombre de défaillances d'entreprises s'est effondré en France comme à Lyon depuis le début du confinement. Au Tribunal de commerce de Lyon, seulement 472 procédures collectives ont été ouvertes au premier semestre 2020 (contre 692 au premier semestre 2019) et moins de 40 en avril et en mai, des chiffres historiquement bas.

Cette chute n'est pas le reflet de la bonne santé des entreprises mais l'effet des actions mises en place par l'Etat : les mesures de soutien (prêt de trésorerie garanti par l'Etat, indemnisation de l'activité partielle, report d'échéances fiscales...) ont joué leur rôle d'amortisseurs et, surtout, la réglementation sur les cessations de paiement a été assouplie (avec un « gel » entre le 12 mars et le 23 août) et les délais de certaines procédures amiables et judiciaires, prolongés.

Ce recul en trompe-l'œil fait donc craindre une vague de défaillances au quatrième trimestre 2020 et en 2021, la trésorerie de nombreuses entreprises étant fragilisée par la crise.

Définition

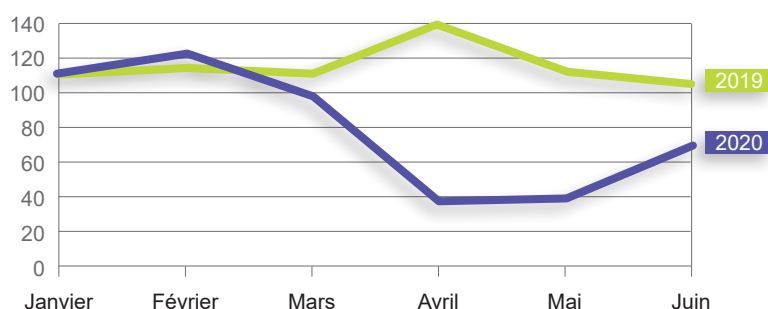
- **Une défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les rétablissements professionnels et les résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

- **La prévention des difficultés des entreprises** passe par deux procédures, le mandat ad hoc (confidentiel) et la conciliation (règlement amiable).

Source : Tribunal de commerce de Lyon

Périmètre : Ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Evolution des procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Source : Tribunal de commerce de Lyon

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire urbaine de Lyon et conjoncture sectorielle, du 15 janvier au 15 juillet 2020

NB : De nombreuses entreprises se sont mobilisées pendant le pic de la crise sanitaire pour des dons de matériel, pour la production de masques ou de produits d'hygiène, pour des gestes de solidarité financière ou matérielle. Il n'était pas possible de les citer toutes.

> Santé, sciences de la vie et technologies médicales

Un secteur au cœur de la relance industrielle

Les industries de la santé font partie des secteurs ayant le mieux résisté pendant le confinement, notamment dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Certaines entreprises se sont retrouvées au cœur de la réponse à la crise sanitaire : production de médicaments et de dispositifs médicaux, recherche sur les vaccins, mise au point de tests de diagnostic. Début mai, l'événement « Partnering Against Covid 19 », lancé virtuellement depuis Lyon à l'initiative d'Inova Software et de Lyonbiopôle, a réuni 3 000 participants pour tenter d'accélérer le développement de diagnostics, de traitements et vaccins.

Le secteur pharmaceutique est ainsi globalement bien orienté, avec une production régionale en hausse en mai et juin, une demande solide tant au niveau national qu'à l'étranger et des carnets de commande plutôt corrects pour la période, selon l'enquête de la Banque de France.

Les jeunes pousses de la santé et des biotechnologies n'ont pas semblé pâtir du contexte sanitaire et économique tendu : levées de fonds et augmentations de capital ont à nouveau été fructueuses (Tollys, Medicea, GenOway, Poxel, Advanced BioDesign, MaaT Pharma...)

Au niveau national, un plan d'action pour la relocalisation en France de projets de recherche et de sites de production de produits de santé a été présenté par le Gouvernement, avec un appel à projets pour lutter contre la covid-19 (six projets sélectionnés pour un montant de 78 M€) et un appel à manifestation d'intérêt de 120 M€ pour identifier les projets d'investissements permettant d'accélérer la production de médicaments impliqués dans la covid-19. Il prévoit aussi le recensement de projets industriels pouvant faire l'objet de relocalisations en France, en commençant par le paracétamol.

bioMérieux	▶ Développement et production de trois tests de la covid-19. <i>Tests de diagnostic</i>
Boiron	▶ Annonce de la suppression de 640 postes en France et de la fermeture de 13 sites, suspendue pendant la crise sanitaire. <i>Homéopathie</i>
Elsalys Biotech	▶ Rachat par l'Italien Mediolanum Farmaceutic. <i>Immuno-oncologie</i>
Famar	▶ Reprise du site de Saint-Genis-Laval par le groupe libanais Benta Pharma ; 42 M€ d'investissements prévus, la moitié des salariés repris. <i>Médicaments</i>
Sanofi	▶ - Annonce de la suppression de plus de 750 postes en France ; le site de Gerland concerné. - Annonce d'investissements en région lyonnaise : centre de recherche à Marcy-l'Etoile (120 M€) et site de production Evolutive Vaccine Facility (EVF) à Neuville-sur-Saône (490 M€), avec 200 emplois.
THX Medical	▶ Construction d'un 3 ^e bâtiment à Sainte-Consoce et recrutements ; 1,5 M€ investi. <i>Hygiène hospitalière</i>

> Mode et textile

Une filière en quête d'un nouvel élan

En Auvergne-Rhône-Alpes, la production du textile, de l'habillement et du cuir a fortement chuté pendant le confinement, malgré la fabrication massive de masques, pour laquelle les entreprises régionales se sont largement mobilisées. La production s'est ensuite redressée en mai et en juin et devrait rester bien orientée en juillet, selon la Banque de France, qui souligne cependant que les carnets de commande sont jugés très insuffisants par les chefs d'entreprise.

Au niveau national, l'Union des industries textiles (UIT) estime que le textile a perdu la moitié de son chiffre d'affaires en moyenne entre mars et mai. Seules les entreprises qui travaillent pour la santé et les équipements de protection ont tiré leur épingle du jeu. L'enjeu pour la filière est de consolider l'élan généré de la mobilisation massive pour la confection de masques (innovation collaborative, plateforme numérique d'échanges Savoir-Faire ensemble...) et de construire une nouvelle dynamique, dans une logique de production locale et en réseau.

Avona	▶ Réorientation de la production dans les masques et recrutement de couturières à domicile. <i>Prêt-à-porter</i>
Boldoduc	▶ Installation temporaire sur l'ancien site FagorBrandt à Lyon, pour la fabrication de masques. <i>Textile technique</i>
Diatex	▶ Diversification dans le médical (masques, protections spécifiques...). <i>Textiles techniques et composites</i>
Lise Charmel	▶ Redressement judiciaire. <i>Lingerie</i>
Serge Ferrari	▶ Création d'une toile aux propriétés antivirales. <i>Textiles composites</i>

> Systèmes de transport

Des marchés bousculés par la crise

En France, le marché automobile est à la peine, malgré le plan de relance présenté fin mai qui prévoit aides à l'achat de véhicules propres et initiatives en faveur de la production de voitures électriques. Les immatriculations de véhicules neufs, déjà en recul avant le confinement, ont chuté très fortement en mars et en avril. Malgré un petit rebond en juin, les ventes sont en repli de 39 % au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 – un recul similaire à celui enregistré en Europe. Seules les ventes de véhicules électriques progressent. Les constructeurs comme les équipementiers sont inquiets et des réductions d'effectifs sont déjà prévues chez certains, à l'image de Renault (15 000 emplois supprimés dans le monde dont 4 600 en France). Les ventes de véhicules industriels neufs suivent le même schéma et plongent de 40 % au premier semestre en France.

Les acteurs de l'aéronautique sont durablement affectés par la crise. Un plan de soutien doté de 15 mds€ a été présenté début juin par le Gouvernement. Il se double de la création du fonds d'investissement pour soutenir les sous-traitants de la filière aéronautique, doté d'une enveloppe initiale de 630 M€.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la production s'est redressée en mai et en juin mais les usines n'ont pas retrouvé leur niveau d'activité d'avant crise. Selon la Banque de France, le taux d'utilisation des capacités de production atteint 62 % en juin dans la région, ce qui est très en-dessous de la moyenne de long terme (78 %) et moindre que le taux régional de l'industrie (69 %). Les chefs d'entreprise restent très prudents pour les mois à venir et des baisses d'effectifs sont possibles.

Astom	▶	Protocole d'acquisition de l'activité de transport du Canadien Bombardier, pour 6 mds€, d'ici le 1 ^{er} semestre 2021. <i>Matériel ferroviaire</i>
Renault Trucks	▶	Plan de départs volontaires de 460 postes ; abandon du projet de centre de recherche à Vénissieux. <i>Véhicules industriels</i>
STTC	▶	Lancement du triporteur Trips, fabriqué à Loire-sur-Rhône
Titan Aviation	▶	Nouveau siège et site de production à Arnas ; 4,5 M€ investis. <i>Systèmes d'avitaillement</i>

> Construction électrique, mécanique et métallurgie

L'activité n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise

L'activité des industries mécaniques recule fortement en France au premier semestre 2020, selon la FIM. La décélération, déjà sensible en début d'année du fait d'une contraction de la demande étrangère, s'est trouvée aggravée par les effets de la crise sanitaire. En juin, le volume de l'activité productive serait encore en recul de 34 % par rapport à celui de juin 2019 et les carnets de commandes des entreprises restent très dégarnis, du fait de la faiblesse des secteurs clients tant en France qu'à l'étranger.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la production progresse et les carnets de commande se regarnissent peu à peu. Dans la métallurgie, la Banque de France souligne cependant que les rythmes de production sont encore insuffisants comparés à un mois de juin habituel et que le recours au chômage partiel est donc parfois nécessaire. La situation est plus favorable dans la fabrication d'équipements électriques, où le taux d'utilisation des capacités de production aurait déjà retrouvé son niveau d'avant crise.

Groupe Seb	▶	Fermeture de l'usine de Saint-Jean-de-Bourney, activité transférée à Pont-Evêque, avec 180 salariés et 40 presses à injecter. <i>Fers à repasser</i>
Hellomoov / Elcom	▶	Conception avec Akeoplus et Pharmaplan d'un robot de désinfection. <i>Profilés aluminium</i>
I-ten	▶	Levée de 20 M€. <i>Micro-batteries rechargeables</i>
La Barrière automatique	▶	Conception d'une borne de distribution de gel hydroalcoolique d'extérieur, Miss Clean
Saint-Jean Industries	▶	Nouvelle usine en Chine et cession de deux sites en difficulté, en France et en Allemagne. <i>Pièces en aluminium</i>
Semco Groupe	▶	Nouveau siège à Nivolas-Vermelle, réunissant aussi sa filiale Sem Prod. ; 2 M€ investis. <i>Mobilier urbain</i>
Sovilec	▶	Conception de protections en plexiglas pour les commerces. <i>Enseignes lumineuses et signalétique</i>
Tunneling Equipment	▶	Liquidation judiciaire du dernier fabricant français de tunneliers (ex-NFM), présent à Villeurbanne

> Chimie et plasturgie

Après une certaine résistance, la demande fléchit

Les entreprises chimiques ont globalement mieux résisté que d'autres industries aux effets de la crise sanitaire. Elles sont restées mobilisées pour fournir les produits indispensables pour la santé, l'hygiène ou l'agroalimentaire, et leur taux d'activité est demeuré supérieur à celui d'autres secteurs industriels. Cependant, France Chimie souligne que les entreprises du secteur font face à une baisse de la demande sur leurs marchés en France et à l'export (notamment de la part de l'automobile, de l'aéronautique et du bâtiment) ainsi qu'à des difficultés opérationnelles (notamment en matière d'approvisionnement), ce qui les conduit à engager des programmes de réduction des coûts et des investissements.

Dans la région, la production est ainsi en léger repli dans la chimie en juin, après le redressement observé ces deux derniers mois, et les carnets de commandes manquent de consistance. Selon l'enquête de la Banque de France, une légère amélioration de l'activité est néanmoins attendue cet été. Dans la plasturgie, la demande s'intensifie et les perspectives pour juillet sont bien orientées.

> Environnement et énergie

Une baisse historique de la consommation d'énergie

Les marchés de l'énergie ont été fortement bousculés par le confinement et par les impacts de la pandémie à l'échelle mondiale. La chute de la consommation d'énergie dans le monde est en effet historique et devrait atteindre 6 % sur l'année 2020, selon les estimations de l'AIE, pétrole et charbon étant les plus touchés. Les résultats des grands groupes français au premier semestre ressortent pour la plupart dans le rouge.

Malgré les circonstances, le bilan GreenUnivers des levées de fonds réalisées par les sociétés françaises des clean-tech au premier semestre 2020 atteint 52 opérations pour un montant total de 303 M€. Le secteur de l'économie circulaire arrive en tête (124 M€ levés), suivi par les énergies renouvelables (48 M€).

> Bâtiment et travaux publics

L'activité du bâtiment s'est redressée

Le secteur de la construction a été particulièrement touché par la crise sanitaire, mais la situation s'est largement améliorée depuis la fin du confinement. Fin juin, les trois quarts des chantiers du bâtiment avaient retrouvé une activité normale en Auvergne-Rhône-Alpes, selon l'enquête Cerc (contre seulement la moitié fin mai) ; seuls 5 % des chantiers étaient encore à l'arrêt. La situation est plus mitigée dans les travaux publics, dont l'activité décroît à nouveau au deuxième trimestre. Les appels d'offre de travaux portés par les collectivités publiques ont fortement reculé pendant le premier semestre, avec un phénomène d'attente lié aux échéances électorales de juin, ce qui entraîne des incertitudes pour le reste de l'année.

Le dispositif d'activité partielle a été largement utilisé par les entreprises du bâtiment et des travaux publics. Les effectifs permanents ont donc été préservés, ce qui n'est pas le cas de l'emploi intérimaire.

Bayer France / Bayer CropScience

Plan de départ volontaire de 475 salariés en France d'ici 2022, notamment à Lyon. *Produits phytosanitaires*

Eccsel

Réorientation de la production dans le gel hydroalcoolique, acquisition d'une ligne de conditionnement et recrutements. *Désinfectants et nettoyeurs industriels*

Igol

Fermeture du site Rhône-Alpes de Sérézin-du-Rhône, transfert à Amiens (80). *Huiles et lubrifiants*

Le Joint technique

Projet de doublement du site et siège de Sainte-Foy-l'Argentière ; 2 M€ investis. *Joints et étanchéité en élastomère*

Time for the Planet

Lancement officiel de l'entreprise à mission, qui vise le financement de technologies innovantes favorables au climat

Condorchem Envitech

Ouverture d'une filiale France à Solaize. *Ingénierie environnementale*

Ener-Pacte

Levée de 3 M€ pour financer recrutements et R&D. *Centrales photovoltaïques*

Cime Capital

Levée de 6,5 M€ pour s'étendre en Europe. *Solutions d'autoconsommation solaire*

Symbio

Implantation à Vénissieux. *Hydrogène et pile à combustible*

Saint-Gobain

Ouverture d'un centre de formation des apprentis (CFA), dédié à la maintenance industrielle à Lyon. *Matériaux*

Vicat

Annnonce du transfert du siège social de La Défense à L'Isle-d'Abeau (38). *Ciment*

> Informatique et numérique

Des perspectives prudentes

La crise sanitaire marque une rupture pour les activités numériques, dont l'activité est habituellement en croissance. En Auvergne-Rhône-Alpes, la demande a connu une forte baisse en mars, avril et mai, avec un recul des nouveaux contrats et des reports de la part des donneurs d'ordre réguliers. Malgré une normalisation de l'activité en juin, la Banque de France note que les anticipations des chefs d'entreprise restent très prudentes pour les prochaines semaines.

Au niveau national, l'association professionnelle Tech In France évalue la baisse du chiffre d'affaires des éditeurs de logiciels à -6 % en 2020 par rapport à 2019, amortie par les revenus récurrents par abonnement (SaaS), qui se sont fortement développés depuis dix ans. Les entreprises de service numérique (ESN) et le conseil en technologie sont en revanche plus touchés par la crise, avec une demande en baisse de la part des secteurs automobile et aéronautique.

> Tourisme, culture, loisirs

Des activités durablement bousculées par la crise

Quasiment à l'arrêt pendant le confinement, le secteur du tourisme retrouve une certaine activité avec la réouverture des hôtels et des restaurants et le début de la saison estivale. Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme indique que 4 professionnels sur dix se disent satisfaits de leurs réservations pour juillet et août, la situation étant plus réservée pour septembre. Avec seulement 6 à 8 % d'étrangers (contre 25 à 30 % habituellement), la clientèle sera quasi exclusivement française et même, pour moitié, en provenance d'Auvergne-Rhône-Alpes (contre 28 % habituellement).

Le recours au dispositif de chômage partiel, prolongé jusqu'en décembre pour le secteur du tourisme, est encore important au sein des entreprises régionales. D'autres mesures de soutien ont été prises localement, à l'exemple du plan d'aides spécifique de la Métropole de Lyon pour soutenir les cafetiers et restaurateurs du territoire, doté de 20 M€.

Côté événementiel, le gouvernement a annoncé fin juillet l'autorisation de la reprise des foires et salons avec une jauge de plus de 5 000 personnes à partir de septembre, un vrai soulagement pour les professionnels du secteur.

L'impact de la crise sera durable pour les activités culturelles. Selon le Ministère de l'économie, leur chiffre d'affaires sera en baisse de 25 % en 2020 par rapport à 2019, avec un effet très important sur le spectacle vivant (-72 %) ou la gestion des musées (-64 %). En juillet, la Ville de Lyon a voté la création d'un fonds d'urgence de 4 millions d'euros pour soutenir la culture.

> Logistique et services de transport

L'activité accélère

L'activité du transport routier de marchandises progresse par rapport aux mois de confinement, mais le climat des affaires reste en-deçà de la situation d'avant-crise. Selon la FNTR, à la mi-juin, deux tiers des entreprises étaient encore en activité partielle et 7 % des camions à l'arrêt (contre 59 % fin mars), hors alimentaire. Le rebond se fait ressentir différemment selon les secteurs clients et les contraintes restent importantes, avec notamment une augmentation des trajets à vide.

Au niveau régional, la Banque de France confirme une accélération de l'activité en mai et surtout en juin, où l'activité représenterait plus de 90 % d'un mois de juin classique. Les prévisions sont favorables, avec une demande assez vigoureuse en juillet.

Adrenallead	▶	Levée de 1 M€ pour étendre son réseau en Europe. <i>Plateforme marketing</i>
Agicap	▶	Nouvelle levée de fonds de 15 M€. <i>Logiciel de gestion de trésorerie</i>
Araxxe	▶	Levée de 6 M€ pour accélérer son développement international. <i>Logiciels pour opérateurs télécom</i>
Combo Solutions / Vizcab	▶	Levée de 1,6 M€ pour le développement et le marketing. <i>Logiciels de calcul d'empreinte carbone pour le bâtiment</i>
Digital Virgo	▶	Acquisition de la division Europe de son concurrent japonais Docomo Digital. <i>Marketing digital</i>

Cour des Loges	▶	Rachat par Principal Real Estate Europe pour 24,5 M€ et passage sous bannière Radisson Collection après travaux. <i>Hôtellerie</i>
Euronews	▶	Cession du capital détenu par NBC News à la holding MGN de l'Égyptien Naguib Sawiris, qui détient désormais 88 % du capital. <i>Information en continu</i>
Magma Cultura	▶	Fermeture définitive de la Cité internationale de la gastronomie, à Lyon 2 ^e
Musée des Confluences	▶	Création d'un fonds de dotation cofondé avec In Extenso, bioMérieux, Boehringer Ingelheim et CNR
Play'In Park	▶	Prise à bail de la Cité des antiquaires à Villeurbanne pour en faire un pôle de loisirs de 2 600 m ²

BMVirolle	▶	Acquisition de l'Allemand Barth Logistikgruppe. <i>Logistique</i>
CGVL	▶	Liquidation judiciaire et reprise d'une partie de l'activité et de 170 salariés sur 350 par Ghestem Cargo. <i>Location de véhicules avec chauffeurs</i>
Easydis	▶	Projet de transfert de l'entrepôt de Grigny vers Corbas. <i>Logistique de la grande distribution</i>
SAD	▶	Liquidation judiciaire de la filiale de Presstalis à Vénissieux ; projet de reprise en régie. <i>Distribution de la presse</i>

> Commerce de gros

Un rebond au début de l'été

Selon les chefs d'entreprise interrogés en juillet par l'Insee, le climat des affaires du commerce de gros rebondit nettement de mai à juillet après avoir lourdement chuté du fait de la crise sanitaire. L'indicateur qui le synthétise gagne 13 points en deux mois et s'établit à 80, loin cependant de sa moyenne de longue période (100). En mai, ce sont le commerce de gros des équipements industriels et les « autres commerces de gros spécialisés » (en produits intermédiaires, combustibles, produits chimiques, etc.) qui ont été les plus touchés. Les perspectives du commerce de gros avec l'étranger s'améliorent elles aussi.

Actiwork	▶ Création d'une borne de désinfection des mains sans électricité, <i>Press'n Clean</i>
Airvance	▶ Nouveau nom de France Air suite au rachat du Britannique SIG Air Handling. <i>Traitement de l'air</i>
Michaud Chailly	▶ Agrandissement du site de stockage de Saint-Priest. <i>Fournitures industrielles</i>
Orapi	▶ Production de gel hydroalcoolique et restructuration de la dette. <i>Hygiène professionnelle</i>
Paredes	▶ Forte augmentation de l'activité avec la crise sanitaire ; 6 M€ investis pour moderniser le site de Genas. <i>Hygiène professionnelle</i>
Warmango	▶ Levée de 2 M€ pour lancer son application mobile. <i>Produits pour les professionnels du bâtiment</i>

> Services financiers et assurance

Des professionnels mobilisés pour le soutien aux entreprises

Les services financiers et d'assurance, à la différence d'autres secteurs, ont largement poursuivi leur activité pendant le confinement, grâce à un recours massif au télétravail, possible dans ces métiers. Les banques en particulier ont eu un rôle important dans l'accompagnement des entreprises (moratoires pour les crédits professionnels, mise en place du prêt garanti par l'Etat...). En matière d'assurance, la FFA anticipe un effet ciseaux, avec d'un côté une forte hausse de la sinistralité dans certaines branches (notamment en prévoyance et en responsabilité civile) et, de l'autre, une baisse de chiffre d'affaires due à une moindre activité économique. Dans la banque comme dans l'assurance, la dépréciation de valeur des actifs placés, liée à la chute des marchés financiers, aura une conséquence financière non négligeable.

Par ailleurs, les assureurs français se sont engagés auprès de l'Etat à mettre en place un programme d'investissement de 1,5 milliard d'euros pour soutenir la reprise économique ; il ciblera prioritairement les petites et moyennes entreprises, les entreprises de taille intermédiaires, le secteur de la santé et le secteur du tourisme.

L'Auxiliaire	▶ Acquisition d'un immeuble de bureaux à Lyon 6 pour son futur siège social. <i>Assurance</i>
Mon petit placement	▶ Levée de 1,5 M€ pour acquérir de nouveaux clients. <i>Placements financiers</i>
Opteven	▶ Nouveau siège à Villeurbanne Carré de Soie, pouvant accueillir 800 personnes. <i>Garantie panne mécanique</i>

> Autres services marchands

L'activité se redresse mais reste dépendante des autres secteurs

Les services aux entreprises enregistrent une reprise progressive de l'activité, avec des situations variables selon les secteurs. L'ingénierie, qui intervient en phase amont dans l'industrie et la construction, enregistre toujours une contraction de ses prises de commandes, selon Syntec Ingénierie. Si l'activité rebondit avec la reprise des grands chantiers du bâtiment et des travaux publics, elle est freinée par les difficultés dans d'autres secteurs (automobile, aéronautique...). Dans le travail temporaire, Prism'Emploi table sur une reprise lente et progressive de l'activité, après une chute brutale. Les emplois intérimaires créés en mai et juin ne permettent de compenser que 30 % des destructions d'emplois enregistrées durant le confinement. Dans la région, la demande dans certains secteurs comme l'aéronautique, l'hôtellerie ou la restauration est très faible, voire inexistante, selon la Banque de France.

Assystem	▶ Nouveaux locaux de 2 800 m ² à Lyon Gerland. <i>Ingénierie et projets complexes</i>
Bedrock	▶ Prise à bail de 2 900 m ² à Lyon Gerland pour regrouper les équipes de la filiale de M6 et RTL Group. <i>Streaming</i>
CCLD Recrutement	▶ Rachat par le groupe Actual Leader. <i>Cabinet de recrutement</i>
Groupe LIP	▶ Poursuite de la croissance externe. <i>Intérim spécialisé en transport et logistique</i>
Monet + Associés	▶ Construction d'un nouveau siège à Lyon 9 (1,7 M€ investi) et reprise de l'agence Brainstorming à Ecully. <i>Communication</i>
Prosegur France	▶ Projet de cession des activités France, dont le siège est à Saint-Priest, au groupe Fiducial. <i>Sécurité privée</i>
Skilder	▶ Levée de 1,7 M€ pour développer son logiciel d'évaluation des compétences des salariés

> Commerce de détail

Une grande hétérogénéité selon les secteurs

Selon la Banque de France, les ventes du commerce de détail sont en nette croissance en juin et reviennent au voisinage de leur niveau d'avant-crise, avec toutefois une grande hétérogénéité entre les secteurs. Parmi les secteurs les plus dynamiques, les cycles et motocycles connaissent une hausse exceptionnelle (+56 % en glissement annuel) ; suivent le bricolage (+30 %), l'électronique grand public (+29 %), et l'automobile neuve (+29 %). En revanche le textile et habillement (-14 %), la parfumerie et l'hygiène (-10,5 %) et la chaussure (-6,5 %) restent en recul.

Par circuit de distribution, les ventes du petit commerce croissent significativement (+12 %), alors que celles de la grande distribution progressent plus modérément (+1,5 %). Les données observées fin mai indiquent une croissance importante de la vente à distance (+53,5 %).

Ceetrus	▶ Abandon du projet Yellow Pulse à Saint-Priest, vers un redimensionnement. <i>Centre commercial</i>
LDLC	▶ Acquisition du site de vente en ligne TopAchat. <i>Matériel informatique</i>
MDA	▶ Procédure de sauvegarde ; lancement d'un site de vente en ligne. <i>Discount électroménager</i>
Unibail-Rodamco-Westfield	▶ Cession de 5 centres commerciaux dont celui de Lyon-Confluence

> Agroalimentaire

Une progression de la demande

Selon l'Ania, la baisse de chiffre d'affaires de l'agroalimentaire pendant le confinement est de 22 % par rapport à l'activité habituelle en France, les secteurs de l'épicerie sucrée et des boissons étant les plus affectés. L'activité des entreprises qui fournissent la restauration hors foyer (soit un petit tiers des industries agroalimentaires) a connu également une forte contraction.

Au niveau régional, la Banque de France note que la production progresse de nouveau en juin, à un rythme cependant moindre qu'en mai. Les entrées d'ordres sont dynamiques, à l'export comme sur le marché domestique et les prévisions d'activité sont bien orientées pour les prochaines semaines.

L'immobilier d'entreprise

Des inquiétudes sur l'évolution future

La crise sanitaire et économique est venue bousculer le dynamisme du marché des bureaux lyonnais : 95 000 mètres carrés de bureaux ont été placés au cours du premier semestre, soit une baisse de 25 % par rapport à la moyenne des dix dernières années et de plus de moitié par rapport au premier semestre 2019. Le nombre de transactions est également réduit, notamment en ce qui concerne les grandes surfaces (supérieures à 10 000 m²).

Le marché des locaux affiche une certaine stabilité en surface mais un recul du nombre de transactions, avec des inquiétudes assez fortes pour la fin de l'année.

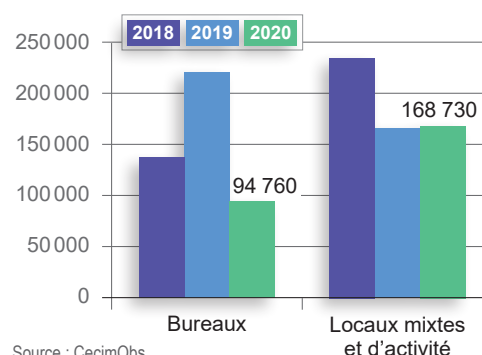
Les professionnels s'interrogent en effet sur l'évolution des marchés immobiliers au deuxième semestre, avec un certain nombre d'incertitudes concernant les mesures d'accompagnement (report de charges, renégociation de loyers...) ou des changements plus profonds (généralisation du télétravail et réduction des surfaces, nouvelles exigences sanitaires, difficultés économiques des entreprises...).

Définition

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

Demande placée au premier semestre (en m²)



Source : CecimObs

Les grands chiffres à retenir

595 960 emplois salariés

du secteur privé

Urssaf, Métropole de Lyon, 1^{er} trimestre 2020

132 840 demandeurs d'emploi

de catégories ABC

Pôle Emploi, données brutes, fin juin 2020

7,6 % taux de chômage

Insee, 1^{er} trimestre 2020

Nous remercions vivement

L'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CMA Lyon-Rhône,
l'Insee,
Pôle Emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon et
l'Urssaf

pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre

la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Vienne Condrieu Agglomération,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise,

en association avec

le Sgar,
l'Insee,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00
www.urbalyon.org

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, du Bassin de Bourg en Bresse, Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Saint-Priest, de Tarare, de Vaulx-en-Vélin, de Vénissieux, de Vienne, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Mont d'or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme

Photo couverture : Port de Lyon Edouard Herriot, Agence d'urbanisme, MP Ruch 2019

ISSN 0753-3454